



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 45001**

**portant autorisation environnementale de la société CHIMIREC pour l'exploitation  
d'une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets  
d'activités économiques sur le territoire de la commune de JAVENE**

**Le préfet de la région Bretagne  
préfet d'Ille-et-Vilaine**

**VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, suite aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le décret du 10 octobre 2024 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

**VU** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

**VU** l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2971 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 mars 2025 portant délégation de signature à Monsieur Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

**VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne approuvé par arrêté du 3 mars 2022 ;

**VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Couesnon approuvé par arrêté du 12 décembre 2013 ;

**VU** l'avis du conseil régional en date du 28 septembre 2023 ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale présentée le 23 février 2023 par la S.A.S. CHIMIREC, dont le siège social est situé 2 rue Pierre Fixot, 93600 AULNAY-SOUS-BOIS, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale d'augmenter le volume d'activité de production et de stockage de combustible solide énergétique (CSE), de démarrer une activité de production de combustible solide de récupération (CSR) et d'augmenter ses capacités de stockage et de traitement au sein de son établissement situé sur la commune de JAVENÉ (classement Seveso Seuil Bas) et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

**VU** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 11 janvier 2024 ;

**VU** l'étude de dangers modifiée et transmise le 17 février 2025 à l'inspection des installations classées ;

**VU** la déclaration n°4532 relative au recensement SEVESO 3 réalisée par l'exploitant en date du 29 mars 2024 ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

**VU** l'information de l'autorité environnementale du 25 janvier 2024 ;

**VU** la décision en date du 14 février 2024 du président du tribunal administratif de Rennes, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 mars 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 1 mois du 17 avril 2024 au 23 mai 2024 inclus sur le territoire des communes de Javené, Fougères, Lécousse, Romagné, Billé, Parcé, Luitré-Dompierre, La-Selle-en-Luitré et Beaucé ;

**VU** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**VU** la publication en date du 28 mars 2024 et du 18 avril 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

**VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**VU** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Javené, Fougères, Lécousse, Romagné, Luitré-Dompierre et La-Selle-en-Luitré ;

**VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 6 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 2 avril 2025 à la connaissance du demandeur ;

**VU** le courriel du pétitionnaire en date du 11 avril 2025 confirmant ne pas émettre d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et la sécurité des personnes ;

**CONSIDÉRANT** que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR proposition** du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;



# ARRÊTE

## TITRE 1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

### Chapitre 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société CHIMIREC, (SIRET 310 188 420 001 63), dont le siège social est situé au 2 rue Pierre Fixot, 93600 AULNAY-SOUS-BOIS est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Javené, au 20, ZA de Mésaubert 35133 JAVENE (coordonnées Lambert 93 X = 389737 et Y=6810556), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°41014 du 10 juin 2013 sont abrogées et remplacées par les prescriptions du présent arrêté.

#### Article 1.1.2. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
JAVENE	Section ZK numéros 69, 82, 84, 87, 94, 96, 102 à 109	Zone d'activité de Mésaubert

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de **76 616 m<sup>2</sup>**.

#### Article 1.1.3. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.



## Chapitre 1.2. Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique et régime (*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
4110-2 A - SB	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 250 kg Quantité seuil bas au sens de l'art. R. 511-10 : 5 t. Quantité seuil haut au sens de l'art R. 511-10 : 20 t.	Déchets dangereux liquides : 10 t	10 t
3550 A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	Stockage de déchets vrac : 3 423 t  Stockage de déchets conditionnés : 864 t	4287 tonnes
3510 A	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :  - mélange avant de soumettre les déchets à l'une ou l'autre des activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520  - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	Broyage de déchets et préparation de CSE : 200 t/j Atelier de broyage plastiques : 25 t/j Valorisation des filtres à huile et à carburants usagés : 50 t/j Gestion des eaux souillées : 100 t/j Déchets pâteux : 50 t/j	425 t/j
3532 A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération	Préparation de CSR	200 t/j
2718-1 A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.  1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	Stockage déchets vrac : 3 423 t Stockage déchets conditionnés : 844 t	4267 t

Rubrique et régime (*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2790 A	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Broyage de déchets et préparation de CSE : 200 t/j Atelier de broyage plastiques : 25 t/j Valorisation des filtres à huile et à carburants usagés : 50 t/j Gestion des eaux souillées : 100 t/j Déchets pâteux : 50 t/j	425 t/j
2791 A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.	Préparation de CSR	200 t/j
1435-2 D C	Stations-services : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Le volume annuel de carburant distribué sera inférieur à 20 000 m <sup>3</sup>	< 20 000 m <sup>3</sup> /an
2714-2 D C	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	9 bennes de 30 m <sup>3</sup>	270 m <sup>3</sup>
2716-2 D C	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>	4 bennes de 30 m <sup>3</sup> et 50 m <sup>3</sup> de déchets conditionnés (médicaments et huile alimentaire)	170 m <sup>3</sup>
2795-2 D C	Installation de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R.511-10, ou de déchets dangereux. La quantité d'eau mise en œuvre étant : 2. Inférieure à 20 m <sup>3</sup> /j	Consommation en eau de lavage pour les contenants	< 20 m <sup>3</sup> /j
2713-2 D	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non-dangereux, d'alliage de métaux non-dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 2. Supérieure ou égale à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m <sup>2</sup>		145 m <sup>2</sup>
2925-1 D	Ateliers de charge d'accumulateurs La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.		100 kW



Rubrique et régime (*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2711 N C	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1000 m <sup>3</sup>		< 100 m <sup>3</sup>
2715 N C	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieure ou égal à 250 m <sup>3</sup> .		< 250 m <sup>3</sup>
2516 N C	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de transit étant : 1. Supérieure à 25 000 m <sup>3</sup> 2. Supérieure à 5 000 m <sup>3</sup> , mais inférieure ou égale à 25 000 m <sup>3</sup>		30 m <sup>3</sup>
2517 N C	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>		30 m <sup>3</sup>
4734 N C	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : c. Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total 2. Pour les autres stockages : c. Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.	Distribution de carburants : - 1 cuve de stockage de gasoil de 40 m <sup>3</sup> - 1 cuve de GNR de 12 m <sup>3</sup>	48 tonnes en stockage enterré (densité d'environ 0,9)

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (Non Classé)



Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique et régime (*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée
2.1.5.0-2 D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2) 1 ha < S < 20 ha (D).	L'emprise de l'établissement CHIMIREC s'élève à 7,6 ha (emprise ICPE). Dans le cadre de la présente demande, environ 1,2 ha seront imperméabilisés. Les eaux pluviales produites au niveau des nouvelles surfaces imperméabilisées transiteront pas un bassin étanche avant de rejoindre le bassin d'infiltration associé au parking dédié au stationnement des poids-lourds.	7,6 ha
1.1.1.0 D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	L'établissement est d'ores-et-déjà doté de piézomètres permettant de contrôler périodiquement la qualité des eaux souterraines circulant au droit de la zone d'exploitation existante. En situation future, un nouveau piézomètre sera implanté afin d'accompagner l'extension du périmètre d'exploitation de l'établissement CHIMIREC de Javené.	6 piézomètres
1.1.2.0 N C	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1) Supérieur ou égal à 200 000 m³/an (A) ; 2) Supérieur ou égal à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an (D).		< 500 m³

(\*) D (Déclaration) NC (Non Classé)

#### Article 1.2.1. Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « **seuil bas** » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est **seuil bas** par dépassement direct de la rubrique 4110-2 ;

#### Article 1.2.2. Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative à l'élimination ou valorisation des déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF WT (*traitement de déchets*).

#### Chapitre 1.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

## **Chapitre 1.4. Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

### **Article 1.4.1. Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : *usage industriel non sensible*.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse pas porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du code de l'environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du code de l'environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de notification prévu à l'article R. 512-39, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés CLP. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Si, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base mentionné au 3 du I de l'article R. 515-59, l'installation a été à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges CLP, l'exploitant propose également dans ce mémoire de notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R.512-30 et R. 512-39-2.

Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

## **Chapitre 1.5. Implantation**

L'installation est implantée conformément au dossier de demande d'autorisation environnementale.

## **Chapitre 1.6. Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,

- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **Chapitre 1.7. Conditions d'exploitation en période de démarrage, d'arrêt momentané ou de dysfonctionnement**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- Les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
- Les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
- L'obligation du permis « d'intervention » pour les parties concernées par l'installation.
- Les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notées sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.



## **Chapitre 1.8. Première mise en service des installations**

### **Article 1.8.1. Date prévisionnelle de mise en service**

L'exploitant notifie à l'inspection des installations classées la date prévisionnelle de la première mise en service des installations objet de cet arrêté au moins un mois à l'avance.

### **Article 1.8.2. Récolement des prescriptions**

Dans le mois qui suit la mise en service des installations, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires qu'il vise.

### **Article 1.8.3. Transmission du récolement et plan d'actions**

Le compte-rendu du récolement est transmis à l'inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la mise en service des installations.

Il est accompagné, pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites, d'un plan d'actions de mise en conformité qui précise, pour chaque prescription, la mesure palliative prise sans délai ainsi que la date d'achèvement de la mise en conformité dont le délai de réalisation n'excède pas trois mois.

## TITRE 2. PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### Chapitre 2.1. Conception des installations

#### Article 2.1.1. Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	CSE et déconditionnement (bâtiment 2)	200 t/j	Dépoussiéreur et filtres à charbon actif
Conduit N° 2	Valorisation filtres usagés (bâtiment 4)	50 t/j	Dépoussiéreur
Conduit N° 3	Production de CSR (bâtiment 5)	200 t/j	Dépoussiéreur

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant du bon dimensionnement des installations de traitement des rejets atmosphériques.

Les dépoussiéreurs sont équipés de manches en média feutre antistatique, certifiés ATEX, d'un évent d'explosion ATEX en partie latérale et d'un clapet anti-retour ATEX pour empêcher le retour de la surpression vers les installations en cas d'explosion.

Le dépoussiéreur de la ligne CSE dispose d'un pressostat avec décolmatage automatique. Le traitement au charbon actif est positionné après le dépoussiéreur.

#### Article 2.1.2. Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	14	1,2	55 000 (11 000 en période d'inactivité)	9,2
Conduit N° 2	12	0,4	11000	12,4
Conduit N° 3	> 15	> 0,5	< 50 000 m <sup>3</sup> /h	8

### Chapitre 2.2. Limitation des rejets

#### Article 2.2.1. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

##### 2.2.1.1. Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Conduit n°1			
	Concentration mg/Nm3	Flux		
		kg/h	kg/j	t/an
Poussières	5	0,28	6,6	2,41
COVT	30	1,65	39,6	14,45

Paramètre	Conduit n°2			
	Concentration mg/Nm3	Flux		
		kg/h	kg/j	t/an
Poussières	5	0,06	1,32	0,48
COVT	30	0,33	7,92	2,89

Paramètre	Conduit n°3			
	Concentration mg/Nm3	Flux		
		kg/h	kg/j	t/an
Poussières	5	0,25	6	2,19
COVT	30	1,5	36	13,14

### Chapitre 2.3. Odeurs

Afin de limiter les émissions olfactives, un plan de gestion des odeurs incluant les mesures de prévention et réduction suivantes est mis en œuvre :

- les bennes de stockage des déchets dangereux (boues, pâteux solvantés, emballages et matériaux souillés), dans la zone de stockage extérieure, sont étanches et couvertes en permanence,
- les camions circulent sur site en étant toujours bâchés ;
- le chargement et la pesée des camions pour le CSE et le CSR se font sous couvert et à des emplacements proches pour limiter leur circulation en extérieur,
- le bâtiment 2 où est produit le CSE est complètement fermé, à l'exception de la zone de broyage pour des raisons de sécurité,
- le bâtiment 5 où est préparé et produit le CSR est complètement fermé, à l'exception de la zone de broyage pour des raisons de sécurité,
- les cuves de solvants du bâtiment 1 sont supprimées.

L'efficacité du plan de gestion des odeurs est régulièrement évaluée et a minima annuellement.

### Chapitre 2.4. Surveillance des rejets dans l'atmosphère

#### Article 2.4.1. Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance du rejet **N°1 (bâtiment 2, déconditionnement et production de CSE)** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Poussières	semestrielle	oui	NF EN 13284-1	annuelle
COVT			NF EN 12619	

L'exploitant assure une surveillance du rejet **N°2 (bâtiment 4, Valorisation filtres usagés)** et **N°3 (bâtiment 5, Production de CSR)** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	Méthodes de mesure (à préciser si nécessaire)	Fréquence de transmission
Poussières	semestrielle	oui	NF EN 13284-1	annuelle
COVT <sup>(1)</sup>			NF EN 12619	



(1) : La surveillance en COVT pourra être arrêtée après 2 campagnes de mesure représentatives du fonctionnement nominal de l'installation, en cas d'absence de quantification de COVT.

## **Chapitre 2.5. Maintenance et indisponibilité des installations de traitement**

L'exploitant élabore et tient à la disposition de l'inspection des installations classées un programme de maintenance des installations de traitement des rejets atmosphériques qui précise les critères de vérification devant conduire à une action corrective.

Les manches du dépoussiéreur de la ligne CSE sont contrôlées annuellement et remplacées si nécessaire.

Les dépoussiéreur de la ligne de valorisation des filtres usagés et production de CSR sont contrôlés visuellement tous les semestres et remplacés si nécessaire.

L'exploitant élabore et tient à la disposition de l'inspection des installations classées une procédure détaillant les actions à mener en cas d'indisponibilité des dispositifs de traitement. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant si besoin les opérations à l'origine des émissions arrivant à l'installation de traitement concernée.

## TITRE 3. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### Chapitre 3.1. Prélèvements et consommations d'eau

#### Article 3.1.1. Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, pour l'alimentation des dispositifs de lutte incendie et les procédés, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal		
				horaire (m3/h)	Journalier (m3/j)	Annuel (m3/an)
Réseau public	Javené	-	-	5	10	2000
Eau souterraine	Bassin versant du Couesnon	FRGG016	x = 389459 y = 6810297	6	10	500 <sup>(*)</sup>

(\*) : 1000m3/an ponctuellement en cas de nécessité et sous réserve d'information préalable de la DREAL avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.

Les eaux de forage sont utilisées en complément, et non pas comme source principale, dans le but de limiter les prélèvements d'eaux souterraines.

La récupération et réutilisation des eaux pluviales de toiture est privilégiée pour le lavage des contenants vides après mise en œuvre d'un traitement approprié garantissant l'absence de risques sanitaires pour le personnel.

Les systèmes de distribution intérieurs sont équipés de disconnexions agréés répondant à la norme européenne EN 1717.

#### Article 3.1.2. Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Le forage suivant, aménagé au sein de l'établissement, est autorisé, en complément de la source principale (réseau public), pour alimenter les postes de lavage des contenants et des véhicules de la société CHIMIREC :

Nom du forage et ressource en eau concernée	Localisation	Code BSS	Volume de prélèvement autorisé
Forage n°1	Coordonnées Lambert 93 (x = 389459, y = 6810297, z = 86)	BSS000VUXD	500 m <sup>3</sup> /an

### Chapitre 3.2. Conception et gestion des réseaux et points de rejet

#### Article 3.2.1. Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux usées domestiques, eaux pluviales de toiture.

Les eaux usées sanitaires sont traitées par l'intermédiaire de dispositifs de traitement autonome avant d'être rejetées au milieu naturel (ou dans le cas du bâtiment accueil chauffeurs envoyées vers le réseau d'assainissement public).

Les eaux usées industrielles concernent les eaux de lavage des contenants et résidus de laboratoire. Elles sont stockées sur site et traitées en tant que déchets dans une installation dûment autorisée.

Les eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées passent par des séparateurs hydrocarbures puis sont dirigées vers des bassins de régulation avant rejet au milieu naturel (au fossé ou par infiltration).

Les eaux pluviales de toitures, qui ne seront pas stockées dans une cuve de récupération en vue d'une réutilisation, seront rejetées pour partie dans des bassins de rétention.

Les eaux d'extinction incendie et déversements accidentels sur les voiries du site sont confinées sur le site au niveau des bassins étanches, des rétentions et des réseaux, notamment par actionnement de vannes d'obturation automatiques situées sur les réseaux d'eaux pluviales.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Pt N°1	X = 338562 y = 2374827	Eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées	Milieu naturel (après passage par un séparateur hydrocarbure)	Fossé puis ruisseau Mésaubert
Pt N°2	X = 338591 y = 2374827	Eaux pluviales de toiture (bâtiment 1)		
Pt N°3	X = 338647 y = 2374825	Eaux pluviales de toiture (bâtiment 3 et 4)		
Pt N°4	X = 338543 y = 2374829	Eaux pluviales de toiture (bâtiment 2, logistique) et eaux sanitaires après traitement		
Pt N°5	X = 338576 y = 2374474	Eaux pluviales de voirie susceptibles d'être polluées		

### Article 3.2.2. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'Etat compétent.

## Chapitre 3.3. Limitation des rejets

### Article 3.3.1. Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé et le cas échéant par les dispositions du SDAGE ou du SAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que les matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline



- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

#### Point de rejet référencé n°1 et 5

- Débit maximal journalier point 1 : 600 m<sup>3</sup>/j ; point 5 : 303 m<sup>3</sup>/j
- Débit maximum horaire point 1 : 25 m<sup>3</sup>/h ; point 5 : 12,6 m<sup>3</sup>/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1 et 5		
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) par point de rejet	
			1	5
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90	53	27,3
Matières en suspension (MES)	1305	30	18	9,1
Indice hydrocarbure	7009	5	3	1,5
Indice phénol	1440	0,1	0,06	0,03
Arsenic et ses composés	1369	0,05	0,03	0,015
Cadmium et ses composés	1388	0,05	0,03	0,015
Chrome et ses composés	1389	0,15	0,09	0,04
Chrome VI	1371	0,05	0,03	0,015
Cuivre et ses composés	1392	0,5	0,3	0,15
Plomb et ses composés	1382	0,1	0,05	0,03
Nickel et ses composés	1386	0,5	0,3	0,15
Zinc et ses composés	1383	1	0,6	0,3
Mercure et ses composés	1387	5 µg/l	0,003	0,0015
Azote kjeldahl	1319	5	3	1,5
Phosphore total	1350	2	1,2	0,6
Composés organohalogénés absorbables (AOX)	1106	1	0,6	0,3
Cyanures libres	1084	0,1	0,06	0,03
PCB*	7431	0,05	0,03	0,015
Manganèse	1394	1	0,6	0,3
Fer	1393	2	1,2	0,6
Etain	1380	2	1,2	0,6
Métaux totaux	9918	5	3	1,5
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	30	18	9,1

\* somme des concentrations de 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194

#### Point de rejet référencé n°2, 3 et 4

- Débit maximal journalier point 2 : 76 m<sup>3</sup>/j ; point 3 : 130 m<sup>3</sup>/j ; point 4 : 272 m<sup>3</sup>/j
- Débit maximum horaire point 2 : 3,2 m<sup>3</sup>/h ; point 3 : 5,5 m<sup>3</sup>/h ; point 4 : 11,5 m<sup>3</sup>/h

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°2 à 4			
		Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j) par point de rejet		
			n°2	n°3	n°4
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	90	6,8	11,7	24,5
Matières en suspension (MES)	1305	30	2,3	3,9	8,2
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313	30	2,3	3,9	8,2

## Chapitre 3.4. Surveillance des prélèvements et des rejets

### Article 3.4.1. Relevé des prélèvements d'eau

Les consommations en eau du réseau d'eau potable public et du forage sont relevées et enregistrées a minima mensuellement pour les eaux souterraines.

### Article 3.4.2. Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

#### - Point de rejet n°1 et 5

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure et fréquence de transmission
pH	1302	ponctuel	mensuelle
Température	1301		
Matières en suspension (MES)	1305		
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314		
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313		
Indice hydrocarbure	7009		
Indice phénol	1440		
Arsenic et ses composés	1369		
Cadmium et ses composés	1388		
Chrome et ses composés	1389		
Cuivre et ses composés	1392		
Plomb et ses composés	1382		
Nickel et ses composés	1386		
Zinc et ses composés	1383		
Mercuré et ses composés	1387		
Couleur	1309		annuelle
Azote kjeldahl	1319		
Phosphore total	1350		
Composés organohalogénés absorbables (AOX)	1106		
Cyanures libres	1084		
PCB : somme des concentrations de 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194	7431		
Manganèse	1394		
Fer	1393		
Etain	1380		
Métaux totaux	44		
Chrome VI	1371		

#### - Points de rejet n°2 à 4

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure et fréquence de transmission
pH	1302	ponctuel	annuelle
Température	1301		
Couleur	1309		
Matières en suspension (MES)	1305		
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314		
Demande biologique en oxygène (DBO <sub>5</sub> )	1313		



## Chapitre 3.5. Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

### Article 3.5.1. Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1	BSS004LWVW	amont	Bassin versant du CouesnonFRGG0016	14,47 m
PZ2	BSS004LWVZ	aval		17,84 m
PZ3	BSS004LWVV			20,82 m
PZ4	BSS004LWVX			15,68 m
PZ5	BSS004LWWA			15,71 m
PZ6	BSS004LWVY	amont		13 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 1.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines sur les piézomètres PZ1 à PZ6 dans les conditions suivantes :

Paramètre		Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE	
pH	1302	Semestrielle (en période de hautes eaux et basses eaux)
Conductivité	1303	
Température	1301	
Hydrocarbures totaux	7009	
HAP	6136	
Métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Hg, Ni, Pb, Zn)	8095	
Composés organohalogénés absorbables (AOX)	1106	
BTEX	5918	
PCB : somme des concentrations de 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194	7431	
Dérivés du benzène	1467	Trimestriel (*)
COHV	7485	
Chloroforme	1135	
Trihalométhane (THM)	2036	

(\*) La surveillance en COHV, THM et chloroforme est réalisée trimestriellement sur l'ensemble des piézomètres pendant 4 ans puis semestriellement.

### Article 3.5.2. Surveillance des sols

Un programme de surveillance de la qualité des sols est mis en place selon les modalités suivantes :

- surveillance décennale des sols pour les paramètres suivants : HCT, PCB, HAP, métaux, solvants organohalogénés, dérivés du benzène, cyanures, COV-BTEX sur les points de sondage identifiés dans le rapport de base N19-35027B version v1 du 26/07/2019 complété le 10/11/2022 (dont la localisation est précisée sur les plans en annexe 2) ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

### Article 3.5.3. Prévention des pollutions

Les cuves enterrées du site sont toutes à double enveloppe et équipées de détecteurs de fuite.

La fosse bétonnée de réception des hydrocureurs fait l'objet d'un cuvelage en acier dans l'année qui suit la publication du présent arrêté.



## TITRE 4. PROTECTION DU CADRE DE VIE

### Chapitre 4.1. Limitation des niveaux de bruit

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 3.

Aucune activité de réception, production ou expédition n'est réalisée le dimanche.

#### Article 4.1.1. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Point de mesure LP1	65 dB(A)	55 dB(A)
Point de mesure LP2		
Point de mesure LP Ouest		
Point de mesure LP Sud-Est		

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée joint en annexe 3.

#### Article 4.1.2. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service des nouvelles installations puis tous les 5 ans, ou sur demande de l'inspection des installations classées ou en cas de modification notable des conditions d'exploiter.

#### Article 4.1.3. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Références des points de mesure	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
ZER 3 et ZER 4	5 dB(A)	4 dB(A)

### Chapitre 4.2. Protection de la faune et la flore

L'exploitant préserve les habitats naturels de la faune et de la flore notamment :

- en préservant les friches et haies présentes sur son installation,
- en conservant le merlon situé à l'Est du site,
- en conservant la zone de repos et de reproduction de reptile (bloc de béton) identifiée au sud du site,
- en créant une bande de protection de 10 mètres entre la haie Sud et les travaux de terrassement.

## TITRE 5. PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### Chapitre 5.1. Prévention et gestion des déchets

Les déchets collectés et regroupés sur le site sont des déchets d'activités économiques dont une partie, solide, est traitée sur place pour produire du combustible solide énergétique (CSE) et du combustible solide de récupération (CSR). Les autres déchets, après des opérations de tri, regroupement et prétraitement sont stockés sur site avant expédition vers des centres de traitement agréés.

### Chapitre 5.2. Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Catégorie de déchet	Nature du déchet
16 10 01*	Eaux de lavage des contenants vides
13 05 02 *	Boues provenant des séparateurs eau/hydrocarbures
15 02 02 *	Emballages et matériaux souillés
15 01 03	Emballages en bois
15 01 01	Emballages en papier/carton
13 02 05 *	Huiles usagées
16 06 06 *	Batteries
16 01 14 *	Liquide de refroidissement
21 01 35*	DEEE
14 06 03 *	Solvants et mélanges de solvants
16 05 06 *	Déchets de laboratoire
16 05 04 *	Aérosols
16 06 03 *	Piles

### Chapitre 5.3. Limitation du stockage sur site

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Papier, carton, plastiques, bois : 9 bennes de 30m3 (195 t) Métaux et déchets de métaux : zone de tri et 7 bennes de 30m3 (150 t) Déchets non dangereux non inertes : 4 bennes de 30m3 et 50m3 conditionnés (125 t) Déchets de verre : pare-brises 90m3 (100 t)
Déchets dangereux	Huiles usagées : 840 t en vrac et 45 t en conditionné Eaux souillées : 735 t en vrac et 45 t en conditionné Liquide de refroidissement : 78 t en vrac et 20 t en conditionné Filtres usagés : 100 t en vrac et 15 t en conditionné Absorbants : 260 t en vrac Emballages et Matériaux Souillés : 260 t en vrac et 150 t en conditionné Pâteux : 250 t en vrac et 125 t en conditionné Combustible Solide Énergétique : 900 t Acides/Bases : 70 t Aérosols : 20 t Amiante : 15 t Batteries : 50 t Déchets de laboratoire : 5 t Déchets halogénés : 30 t Déchets Inflammables : 90 t Déchets spécifiques en petits conditionnements : 39 t DEEE : 20 t Piles en mélange : 40 t Piles au lithium : 15 t Poudres : 55 t Produits de jardinage et phytosanitaires : 10 t Tubes, néons et lampes : 5 t



## **Chapitre 5.4. Gestion des déchets reçus par l'installation**

### **Article 5.4.1. Conception des installations**

Les activités de gestion de déchets sont réalisées au sein des installations suivantes :

- bâtiment 1 dédié à la réception, tri et stockage temporaire en alvéoles de déchets conditionnés
- bâtiment 2 dédié au déchargement, stockage de déchets conditionnés et vrac et production de CSE
- bâtiment 3 dédié à la gestion des contenants vides
- bâtiment 4 dédié à la réception et à la valorisation des filtres à huile ou à carburants usagés
- bâtiment 5 dédié à la préparation et au stockage du CSR
- bâtiment 6 dédié à la gestion des déchets non dangereux
- bâtiment maintenance dédié à la maintenance des équipements et des engins de l'établissement
- zone non couverte dédiée à la gestion des déchets liquides vrac comportant des cuves et fosses de stockage, deux aires de dépotage/empotage, une aire de pompage, zone non couverte dédiée au stockage des bennes (entre les bâtiments 2 et 3 et attenant au bâtiment 6 DIND).

### **Article 5.4.2. Description des déchets entrants**

La liste des déchets autorisés sur le site est annexée au présent arrêté. Toute admission envisagée par l'exploitant de déchets non compris dans l'annexe 4 susvisées est soumise à l'accord préalable du Préfet d'Ille-et-Vilaine.

La zone de chalandise du site de Javené s'étend :

- pour l'activité de transit / regroupement : sur les départements Côtes d'Armor (22), Finistère (29), Ille-et-Vilaine (35), Morbihan (56), Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72), Vendée (85), Calvados (14), Manche (50) et Orne (61) ainsi que d'autres sites du groupe CHIMIREC ou en contrat avec le groupe CHIMIREC sur le territoire français dans la limite maximale de 20 % de l'activité concernée.

- pour l'activité de traitement de déchets, sur l'ensemble du territoire français, des pays de l'union européenne, de l'Algérie, du Maroc, de la Turquie et du Canada dans la limite des capacités d'autorisation du site.

En situation exceptionnelle, l'origine géographique définie ci-dessus pourra être étendue à d'autres départements ou pays sur demande motivée de l'exploitant et après accord préalable, au cas par cas, du préfet d'Ille-et-Vilaine.

Les déchets suivants sont interdits sur le site :

- déchets gazeux hors aérosols et cartouches extincteurs,
- déchets radioactifs,
- déchets contenant plus de 100ppm de PCB,
- déchets d'activité de soin à risques infectieux,
- déchets explosifs.



### **Article 5.4.3. Dispense de traçabilité**

Compte tenu des activités de regroupement, déconditionnement et broyage susceptibles d'être mises en œuvre sur son établissement, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571\*01 au bordereau qu'il émet lors de la réexpédition vers une autre installation des déchets dont la liste est jointe en annexe 5 au présent arrêté. Cette dispense est accordée sans préjudice de la tenue des registres prescrits par les articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Pour ces déchets, l'exploitant devient de fait producteur de déchets, conformément aux dispositions de l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Pour ces déchets, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, le bilan actualisé au moins annuellement des flux entrants et sortants du site.

Les opérations de regroupement et de reconditionnement ne doivent pas conduire à ce qu'un déchet, par effet de regroupement ou de reconditionnement, suive une filière de traitement moins restrictive que celle qu'imposeraient ses caractéristiques intrinsèques.

## **TITRE 6.      CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS**

### **Chapitre 6.1.    Conditions particulières applicables à l'installation de préparation de CSR relevant de la rubrique 2791**

Les dispositions de l'arrêté du 23 mai 2016 relatif à la préparation des combustibles solides de récupération en vue de leur utilisation dans des installations relevant de la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent à l'installation de préparation de combustible solide de récupération.

## **TITRE 7. PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

*L'ensemble des prescriptions du présent titre relatif à la prévention des risques technologiques figure en annexe du présent arrêté préfectoral, qui regroupe l'ensemble des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la communication d'actes de malveillance, données non communicables au public.*

### **Chapitre 7.1. Conception des installations**

**Article 7.1.1.** Dispositions constructives et comportement au feu

**Article 7.1.2.** Organisation des stockages

**Article 7.1.3.** Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

**Article 7.1.4.** Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

### **Chapitre 7.2. Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents**

**Article 7.2.1.** Maîtrise de l'exploitation

### **Chapitre 7.3. Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

**Article 7.3.1.** Moyens de lutte contre l'incendie

**Article 7.3.2.** Organisation

**7.3.2.1.** *Plan d'opération interne (P.O.I.)*

**7.3.2.2.** *Plan de défense incendie*



## **TITRE 8. DISPOSITIONS FINALES**

### **Chapitre 8.1. Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **Chapitre 8.2. Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré, dans un délai de **deux mois**, auprès du Tribunal administratif de RENNES :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

### **Chapitre 8.3. Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Chapitre 8.4. Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Fougères-Vitré, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de la commune de Javené ainsi qu'à la société CHIMIREC.

Fait à Rennes, le

**22 AVR. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire générale

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'P. Larrey', is written over a horizontal line. The signature is stylized and cursive.

Pierre LARREY